

REPUBLIQUE DU BURUNDI



SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT A LA SUITE DU RAPPORT DU BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES CONCERNANT LE PLAN DE REPOSE HUMANITAIRE POUR LE BURUNDI 2018

1. Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a tenu une réunion ce lundi 19 Février 2018, où il a présenté le Rapport sur le Plan de Réponse humanitaire 2018 pour le Burundi et qui viserait à alléger les souffrances des populations affectées, et dont la situation est présentée d'une façon alarmante.
Le même rapport prétend que ce Plan aurait été préparé de manière participative et exhaustive en concertation avec le gouvernement du Burundi et les bailleurs de fonds.
2. Tout en appréciant cette initiative de la Communauté humanitaire à venir en aide aux personnes dans le besoin surtout celles en situation d'urgence, le Gouvernement du Burundi déplore que contrairement à ce qui est prétendu, ce rapport ainsi que le recensement des personnes en état de nécessité, de même que les chiffres avancés n'ont jamais fait objet de collaboration avec les Ministères directement concernés par les questions humanitaires, à savoir les Ministères de l'Intérieur, ceux de l'Agriculture, de la Santé ainsi que celui des Droits de l'homme.
3. Le Gouvernement ayant consenti des moyens importants pour investir dans des Projets visant l'amélioration du bien être des populations rurales en particulier, il est étonné par les chiffres avancés d'une façon exagérée par l'OCHA, et ce n'est malheureusement pas pour la première fois. Le Gouvernement est d'autant plus étonné que la situation de 2018 est meilleur par rapport à celle de 2017 au regard des efforts consentis dans le secteur

agricole, dans le domaine de la santé, d'accueil et insertion des réfugiés rapatriés, et où les résultats sont très parlants.

4. En effet, cet investissement porte ses fruits sur le plan d'auto suffisance alimentaire grâce à la politique de subvention des engrais, la gratuité des soins de santé chez les enfants et les femmes enceintes, sans oublier l'esprit de solidarité nationale par l'assistance des personnes nécessiteuses en cas de catastrophe naturelle.

Le Gouvernement s'attend plutôt à ce que ses partenaires axent les efforts beaucoup plus sur l'Aide au Développement qu'à l'Aide Humanitaire comme a par ailleurs insisté son Excellence le Président de la République dans son Message à la Nation de Nouvel An 2018.

5. Le Gouvernement du Burundi rejette donc en bloc le contenu de ce rapport rédigé d'une façon unilatérale et demande aux responsables du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires d'entrer en contact avec les Ministres sectoriels directement concernés par les questions humanitaires cités au paragraphe 2 et tous les autres responsables susceptibles d'y contribuer, pour l'élaboration d'un rapport consensuel et fiable qui va guider une collaboration efficace dans l'intérêt des objectifs communs avec l'OCHA.

Bujumbura, le 21 février 2018.

Le Secrétaire Général du Gouvernement
et Porte Parole du Gouvernement

Philippe NZOBONARIBA.-